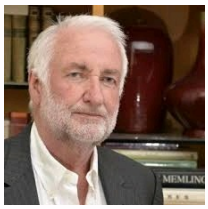
IVERIS
INSTITUT DE VEILLE ET D'ÉTUDE DES RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

La France et la faillite de l'Etat stratège

Loïk Le Floch-Prigent

04 septembre, 2016
Tribunes libres

Dès son intronisation, Theresa May, la nouvelle Première ministre britannique, a considéré que son pays devait renouer avec la production industrielle et disposer d'une stratégie en la matière. En France, on cherche en vain l'Etat stratège. Dans les discours officiels ou dans ceux des postulants à la magistrature suprême ne pointent ni vision, ni ambition, ni volonté d'accroitre la performance des entreprises nationales. Tout le monde semble bien plus à l'aise sur les sujets « *identitaires* » qui donnent lieu à surenchères, diversions et anathèmes, et je ne veux pas déranger cette unanimité à traiter un problème complexe aux solutions forcément difficiles. Mais, comme pour toutes les réformes à entreprendre en France, il est nécessaire de s'entendre sur un diagnostic.



Pour l'industrie il tient en deux points sur lesquels bien peu de pédagogie existe. Le premier c'est qu'un pays doit produire s'il veut conserver ou développer ses capacités dans le monde très ouvert dans lequel nous vivons aujourd'hui, et produire c'est faire de l'industrie ou de l'agriculture. Il n'existe pas de société vivant uniquement sur les services, sauf quelques petits ilots bancaires actuellement visés par la communauté internationale. Le discours sur l'entreprise est, à cet égard ambigu, et conduit beaucoup de français à imaginer que les « *nouvelles technologies* » nous amènent dans un univers où la production devient marginale et où l'emploi ne vient plus que des « *applications* » des smartphones. Or, c'est l'industrie qui permet à la société de services d'exister, sans elle, nos territoires fondent et régressent. Il faut réussir à en persuader nos concitoyens. Le deuxième élément fondamental du diagnostic c'est que la régression du poids de l'industrie dans notre pays correspond à l'augmentation du chômage, c'est-à-dire que les mesures annoncées pour favoriser l'emploi ne répondent pas au diagnostic, à savoir qu'il faut d'abord penser à l'industrie et à son développement ce qu'aucun de nos beaux parleurs ne dit. Si nous avons désormais six millions de chômeurs c'est parce que notre appareil industriel a régressé depuis vingt ou trente ans, des secteurs entiers ont disparu sans être remplacés, des sociétés ont été dépecées et cédées, ont dépéri ensuite jusqu'à disparaitre tandis que la « *mondialisation* » avait bon dos et permettait de s'affranchir à la fois de diagnostic et de réflexion sur les solutions à promouvoir.

Mais parler de la production exige aussi de porter un jugement sur les « *producteurs* ». Un industriel n'est pas un individu que l'on sélectionne sur des critères habituels de connaissances académiques, c'est quelqu'un de passionné par son produit et par la promotion de celui-ci dans un marché toujours plus étendu. C'est quelqu'un qui réfléchit aux innovations qui peuvent modifier le dit produit avec l'évolution de la concurrence et des clients. Le personnel doit reconnaitre son charisme et son engagement à développer son entreprise pour donner le meilleur de lui-même dans ses tâches quotidiennes. Autrement dit un industriel de qualité se reconnait à travers ce que disent de lui ses collaborateurs à tous les niveaux ! On est loin de la sélection « *crânes d'œufs* » que beaucoup de commentateurs continuent à encenser.

Pour un pays, avoir une stratégie industrielle c'est donc d'abord s'entendre sur le diagnostic et sur le fait que l'industrie repose sur des industriels, ceux qui réussissent et qui ont ainsi démontré qu'ils étaient des vrais industriels.

Ensuite, au cours du temps, lorsque les personnages compétents étaient soucieux du développement du pays, on a essayé de définir des secteurs qu'il convenait de favoriser pour conserver notre rang de grande nation, ceci a conduit aux grands programmes et à ce qui a été appelé la « *politique industrielle* » avec des filières à promouvoir ou à convertir. La disparition progressive de ces « *grands commis de l'Etat* » compétents et au caractère trempé et la mondialisation galopante qui a balayé des pans entiers de secteurs traditionnels dans la plupart des pays développés obligent à réfléchir sur ce qui pourrait redonner une nouvelle vie industrielle à notre pays.

Le travail à accomplir est titanesque et toutes les bonnes volontés compétentes seront à écouter et à promouvoir dans les années à venir, il n'y a pas « *une solution* » mais « *des orientations* » à discerner et à suivre. Dans mon dernier ouvrage « *La bataille de l'industrie* » j'ai donné celles

a pas « *une solution* », mais « *des orientations* » à discerner et à suivre. Dans mon dernier ouvrage, « *La bataille de l'industrie* » j'ai donné celles qui m'apparaissaient comme les points clés de ce qui devrait être fait.

Les régions, les territoires, commencent à comprendre que beaucoup de choses ne peuvent venir que d'eux et que le pouvoir central comme les cénacles parisiens s'intéressent plus à la communication qu'au fond des problèmes. Au cours des prochaines semaines, sous la pression de la campagne présidentielle, on va voir si ces bonnes volontés subsistent ou se rangent dévotement sous la bannière de tel ou tel champion, permettant ainsi de perdre une année de plus. La mobilisation du terrain est déjà très difficile, on peut craindre que l'immobilisme règne sans partage pendant les neuf prochains mois, et même au-delà, tandis que les solutions devraient être recherchées dès aujourd'hui. La vie économique ne s'arrête pas en septembre et les problèmes de l'industrie ont besoin de décisions urgentes.

De la même façon, il est possible de considérer que l'importance de la transformation de la vie par les nouvelles technologies, le numérique, commence à être bien compris et correctement relayé par les organes d'information, mais on insiste trop sur les start-up et pas assez sur les changements profonds dans le design et la production elle-même, c'est-à-dire que le discours ambiant a du mal à expliquer comment l'industrie traditionnelle va devoir se transformer radicalement pour conserver sa place dans le concert mondial. C'est dommage de ne pas donner la parole aux multiples compétences qui existent dans notre pays et de rester dans la caricature et l'à peu près alors que les pédagogues nationaux sont parmi les meilleurs. Le numérique est clairement une des chances de notre industrie de retrouver sa place et de reconstituer des forces de production nouvelles tandis que le rapatriement de productions « *exportées* » peut aussi être envisagé. C'est une des grandes chances de notre pays, mais nous n'avons pas beaucoup de temps pour réussir.

Mais ce qui me préoccupe encore plus c'est l'absence de discours sur l'épargne et l'industrie. Dans ce débat national qui va avoir lieu dans les mois à venir, chacun affute ses arguments et ouvre les chapitres de son action future, le résultat, en ce qui concerne l'industrie, est déprimant. L'idée, pourtant fondamentale, que les règles de l'épargne française conduit à l'éloigner de l'industrie et donc précipite notre pays dans la prolongation du déclin et la vente par appartements de notre appareil industriel à l'étranger, cette idée n'atteint pas les auteurs des prophéties de nos lendemains. Tout juste un des candidats lève le voile sur l'incapacité de l'assurance vie à financer les PME ! Mais c'est bien plus grave que cela ! Nos grandes entreprises sont, en grande partie, propriété de fonds étrangers qui raisonnent en rentabilité pure et non en potentiel national. C'est ainsi que nous avons perdu des fleurons du CAC 40, et c'est ainsi que cela va continuer ! Nous avons réussi à assurer l'émergence des start-up, mais nous sommes fiers quand elles sont rachetées par l'étranger, comme si c'était un brevet de compétence. En fait nous n'avons pas résolu le problème des fonds propres pour la croissance de nos start-up en PME, de nos PME en ETI, et de nos ETI en grands groupes, nous avons conservé notre idée que l'industrie est un risque et que l'immobilier est plus sûr. C'est ce sur quoi notre économie est bâtie, nous n'avons pas fait le choix de l'industrie, nous ne faisons pas bénéficier les investisseurs à long terme dans notre industrie, nous sommes satisfaits des règles qui protègent l'épargnant et lui évitent le « *risque* » industriel, nous n'avons toujours pas voulu accepter une fiscalité favorable au secteur productif. Tant que nous n'aurons pas modifié en profondeur le sentiment national à l'égard de notre appareil productif et que rouages de l'Etat, de la banque, des assurances, n'auront pas la conviction que l'industrie est indispensable à leur survie, que la solution ne viendra pas des USA, de l'Arabie Saoudite ou du Qatar, mais de nous-mêmes, de notre épargne toujours aussi abondante au niveau national, notre déclin continuera, nos bassins d'emplois souffriront, et notre insécurité collective progressera. J'ai pris comme indicateur l'assurance vie, épargne favorite des français, favorisée par l'Etat, les banquiers et les assureurs, 2000 milliards d'euros dont pas un ne peut s'investir dans l'industrie ! A quoi sert donc d'investir dans la pierre si notre pays devient un désert industriel, nos enfants partiront ailleurs et n'auront plus besoin d'autre chose en France que de locations estivales… et encore !

Downloaded from:
http://iveris.eu/list/tribunes_libres/181-la_france_et_la_faillite_de_letat_stratege

© copyright 2016 by Iveris. Tous droits réservés.

Ce site utilise des cookies pour améliorer votre expérience de navigation. **J'accepte**